

# Rien ne va plus au SGV !

Epernay – L'Hebdo du vendredi | Publié le 3 décembre 2009

Rien ne va plus au SGV depuis que son Conseil d'administration (CA) a voté lundi dernier à une large majorité la révocation de son président Patrick Le Brun, réélu cet été à une voix près. Une quarantaine de sections locales demande la tenue d'une assemblée générale extraordinaire. Dans un communiqué daté de jeudi, le CA annonce qu'il va bientôt élire son nouveau président et qu'il devrait organiser une AG extraordinaire début 2010, après avoir fait le tour des sections locales du SGV.



*Patrick Le Brun : « Je souhaite aller devant l'Assemblée Générale extraordinaire pour expliquer ma position »*

Encore abasourdi par « la chasse à l'homme bien loin du débat d'idées » engagé contre lui par la direction (SGV) de le révoquer, le président destitué par 33 voix pour, 3 contre, 2 nuls, 3 abstentions et un refus des sections locales –une quarantaine mercredi soir– d'organiser dans les plus brefs délais une assemblée de trente demandes.

« Le conseil d'administration est obligé d'acter. Je souhaite aller devant l'AG pour expliquer ma position d'un CA contestant une politique qu'il a soutenue durant quatre ans. S'estimant toujours juridiquement entend désormais remettre son mandat en jeu.

## **Effets dominos**

La décision du CA restant à ce jour, non motivée, difficile de connaître les raisons exactes de cette décision, il semble bien que la mise en examen de l'ancien directeur général du syndicat Roland Chaillon, après sa première élection en 2005, ait mis le feu aux poudres. Une partie du conseil d'administration L'instruction toujours en cours mettrait-elle en évidence des pratiques financières douteuses qui pourraient suppléant de la députée rémoise UMP Catherine Vautrin et Conseiller régional ? Cette enquête est-elle pour toute la filière ? « Je n'ose pas imaginer qu'il y a eu magouilles » espère avec d'autres Bernard Lecomte près d'Epernay. Pour lui, « une très grosse crise se prépare » qui n'est pas uniquement causée par la décision. En effet, la décision de Patrick Le Brun d'approuver à la vendange 2008 un débloccage de 2 fois 600 euros par hectare, les vigneronns sentaient la crise pointer son nez, avait déjà provoqué quelques interrogations. En août 2008 (les vigneronns en demandaient 10 400 et le négoce 7 500), Patrick Le Brun semait le trouble dans la filière. Les négociations avec l'Union des Maisons de Champagne (UMC) représentaient une capitulation. La crise au SGV arrive en tout cas au pire des moments économiques pour la filière (baisse des ventes, hausse des coûts ajoutée...) Sans préjuger des conséquences néfastes qu'elle pourrait avoir sur la candidature des prochains dirigeants, que se prépare déjà le rendez-vous historique de l'extension de l'aire d'appellation. « Le négoce va être obligé de négocier » « Le syndicat a besoin d'unité » répète à l'envi Patrick Le Brun. Pour l'instant un vœu pieux.

**Dominique Charton**

## Vos réactions :

**Monsieur Lebrun, chevalier blanc ?** par DUTILLEUL Le 8 février à 17:26

Remettons les choses dans leurs contextes : D'abord, le journal L'Union est aujourd'hui dirigé par M. Tillier, à droite. Monsieur Tillier est connu pour ses méthodes pseudo-journalistiques visant à faire vendre ce journal, dans une position de monopole régional. Ensuite, Monsieur Lebrun, ex-président du SGV s'est vu verser d'indemnités au-dit directeur. Après plusieurs mises en garde de son conseil d'administration (Monsieur Lebrun pour et 24 voix contre), il s'est vu être révoqué en Décembre. Pour justifier cette révocation, il se fait passer pour un ancien président, Monsieur Feneuil, il percevait 36600 € par an, frais de déplacement compris (belle augmentation !). Les indemnités de Monsieur Feneuil étaient enregistrées dans les comptes de Monsieur Lebrun. Pour ce qui est de l'acquisition des locaux du SGV. Cet achat n'a pas été effectué par le seul président, Monsieur Lebrun (faut-il d'ailleurs rappeler que Monsieur Lebrun était membre du bureau du SGV) au prix de 4,5 millions à Epernay (considérée comme la plus belle allée de la région, siège de bons nombres de maisons de maître ainsi que d'une bâtisse d'époque, le tout mis en vente à 5 millions. Qui peut alors prétendre que ce n'est pas un scandale que Monsieur Feneuil n'a jamais été mis en examen contrairement à ce que fait croire notre journal issu de la Résistance ! Il est aussi regrettable que l'HebdoDuVendredi ait